



© Flore-Aël Surun/Tendance Floue

Les filles et la banlieue

Dans l'imaginaire collectif, parler des « filles » résidant dans les « cités » revient à parler de filles de parents d'origine étrangère et, le plus souvent, de confession musulmane. Ces représentations ne sont pas infondées même si elles véhiculent un lot de stéréotypes sur de prétendus choix de société qui s'expliquent davantage par le climat d'islamophobie ambiant que par la réalité.

Les Français dont les parents sont d'origine étrangère habitent plus souvent en Ile-de-France que ceux de parents français de naissance. Et les Français dont les parents viennent du Maghreb habitent beaucoup plus souvent dans les zones urbaines sensibles : 22 % contre 5 %. Cette assignation à résidence dans des quartiers dont « personne ne veut » s'accompagne d'une situation sociale particulièrement difficile. En moyenne, 86 % des hommes français ont un emploi quand leurs deux parents sont français de naissance ; ils ne sont que 65 % quand au moins un de leurs parents est immigré et originaire d'un pays du Maghreb. Pour les femmes, l'écart est de 18 points (respectivement 74 % et 56 % de personnes en emploi).

L'étude fine réalisée par l'Insee¹ précise que les différences en termes d'expérience, de diplôme, de situation familiale et de lieu de résidence n'expliquent qu'un tiers du « déficit d'emploi ». Une part considérable de l'écart ne s'explique pas, si ce n'est par un climat de défiance à l'égard d'une catégorie de la population. Et de ce point de vue, si les Françaises nées de parents d'origine étrangère sont victimes du « plafond de verre » comme toutes les autres femmes, elles s'en sortent globalement mieux que les hommes. La part « inexplicquée » de l'écart de taux d'emploi pour les femmes est d'environ 55 % alors qu'elle est de 67 % pour les hommes concernés.

C'est dans ce contexte extrêmement délétère que se développent des comportements de violence sexistes intolérables. Pour reprendre les mots de l'anthropologue Christelle Hamel, également citée par Thomas Lancelot-Viannais de Mix-Cité (page 10), ceux qui dénoncent « les violences sexistes dans les

cités [ont raison] puisqu'il y en a, mais il aurait fallu dire, dans le même temps, que ces violences frappent l'ensemble de la société française, toutes classes sociales confondues. Or, l'opinion a retenu que cette violence était propre aux cités, et plus particulièrement le fait des hommes arabes. Résultat, le cliché du jeune Arabe voleur s'est agrémenté du stéréotype du jeune Arabe voleur, violeur et (...) voleur. »

Rien ne peut justifier le sexisme, mais il est essentiel de bien appréhender l'ampleur des phénomènes si l'on veut réellement agir. Toujours selon l'Insee, seules 6 % des femmes sont l'objet d'injures sexistes ; 2,5 sont agressées physiquement et 1,5 % déclare avoir subi un viol ou une tentative de viol. C'est trop. Incontestablement. Et les filles des cités – les milieux populaires en général – sont (modestement) surreprésentées parmi les victimes.

Mais l'indignation devant ces violences faites aux femmes n'est pas suffisante si elle conduit à négliger les dommages causés par le plafond de verre dans l'emploi, l'inégalité salariale ou la pauvreté que vit un nombre de plus en plus important de mères seules.

Tout en s'inscrivant dans le débat public, notre dossier plaide avant tout pour une éducation au genre... tout au long de la vie et dans tous les milieux sociaux. Les figures imposées demeurent fortes s'agissant de la socialisation des filles et des garçons. Elles pèsent sur les comportements, sur les identités, sur l'intimité. Et dans ces injonctions, ce sont des destins qui se verrouillent.

Chaque époque réinvente des codes sociaux qui enferment les individus. Tous les individus, quel que soit leur genre. Car comment imaginer que celui qui formule les injonctions ne soit pas lui-même emprisonné dans un code ? L'urgence est alors de permettre à chacun de défaire ces représentations.

Nadia Bellaoui

1. Roland Aeberhardt et Elise Coudin, Insee, Roland Rathelot, DARES, Dossier « Les écarts de taux d'emploi selon l'origine des parents ».

DANS CE DOSSIER

La précarité impacte la « masculinité »

Exister dans un monde pensé au masculin...

« Elles ne veulent pas être culpabilisées mais accueillies par la République »

Le sport : outil d'une éducation non-sexiste

S'aimer dans les cités ?

DOSSIER COORDONNÉ
PAR DIANE DORELON
ET CHARLES CONTE

La précarité impacte la « masculinité »

Fortement présente dans les médias depuis 2000, la dénonciation du sexisme des quartiers ségrégués socialement et « ethniquement » a pour effet de ne pas interroger l'inaction politique tout en stigmatisant une catégorie de la population réputée pour ses pratiques patriarcales. Car c'est de précarité sociale dont il est essentiellement question.

Il est plus payant médiatiquement de montrer du doigt le jeune garçon maghrébin que la classe politique qui freine toutes les avancées sur les droits des femmes, voire qui les remet en cause. Ainsi les « tournantes » dans les « cités » ont-elles occupé la Une des médias alors que le phénomène des viols collectifs est statistiquement ultra-marginal. En revanche, ce qui ne l'est pas, ce sont les 75 000 femmes violées chaque année en France, soit un viol toutes les sept minutes.

Or cette violence sexiste quotidienne n'a pas été et n'est toujours pas considérée comme un problème majeur pour les pouvoirs publics. Si la problématique du sexisme des « cités » est bien réelle, elle doit s'analyser en articulation avec la détérioration considérable des conditions matérielles de vie des classes populaires dans les banlieues, et qui touche en premier lieu les filles et les femmes. Sans conteste, cette paupérisation grandissante des femmes perpétue et accentue la distribution hiérar-

chique des rôles sociaux sexués.

La chercheuse Christelle Hamel a mené une recherche anthropologique sur la sexualité auprès de garçons et de filles de nationalité française nées de parents maghrébines. Sa conclusion est que si l'on ne peut pas établir de liens déterministes entre le vécu d'une situation de précarité et une forme particulière de sexualité, en revanche l'expérience de la précarité a une incidence, en amont de la sexualité, sur la construction de l'identité sociale et, donc de la « masculinité ».

Une hiérarchisation des sexes

Ces garçons précarisés, stigmatisés, ne bénéficiant d'aucune reconnaissance sociale vont trouver auprès de leurs pairs cette existence sociale qui passe par l'affirmation de la « masculinité », d'autant qu'elle est associée au pouvoir et à l'argent dont ils ne disposent pas mais qu'ils acquièrent parfois par des pratiques délictueuses. Leurs rapports avec les filles s'effectuent en se référant

au critère de virginité.

D'un côté, les filles respectueuses, qui se préservent pour garantir l'honneur familial, sont les sœurs et les filles avec qui l'on peut se marier. D'un autre côté, il y a les filles qui « couchent » et qui déshonorent la famille. L'étiquette de « salope » a pour effet et pour fonction de contrôler la sexualité féminine comme la pratique du chaperonnage au siècle dernier. Elle est un des mécanismes de reproduction de la hiérarchie des sexes.

Les causes de la violence, qu'il s'agisse de viols collectifs, d'injures et de harcèlement sexiste, procèdent de hiérarchisation des sexes et non d'un appauvrissement de la différenciation sexuée. Plutôt que de parler d'un prétendu processus d'indifférenciation ou d'une masculinisation des conduites des filles, il vaut mieux analyser le comportement des filles en termes d'« emprunt stratégique aux valeurs masculines » comme l'a montré la sociologue Stéphanie Rubi qui a travaillé sur les compor-



© Flore-Aéli Surun/Tendance Floue

tements « déviants » des adolescentes des quartiers populaires.

Mix-Cité milite pour que la formation des enseignants comporte un module de sensibilisation qui leur permette d'identifier et de déconstruire les stéréotypes sexistes, ainsi que de forger des outils pédagogiques pour amener les élèves à réfléchir au poids des injonctions qui les emprisonnent dans des normes de genre ou de classe.

Thomas Lancelot-Viannais,
militant de Mix-Cité

Exister dans un monde pensé au masculin...

Dans les quartiers de Dreux, la multiculturalité se traduit aussi par une scission des sexes, opposant les cultures des hommes et celles des femmes, et contraignant les jeunes filles à se situer selon certains codes. Nora Husson, conseillère municipale à Dreux (Eure-et-Loir) nous livre ses observations.

Le quartier est un espace physique, concret où prennent corps diverses formes de relations sociales. C'est aussi un espace abstrait, l'espace des représentations collectives : c'est-à-dire l'ensemble des images et des connotations associées à un quartier à « forte population d'immigrés ».

Que signifie être fille ou femme dans les quartiers de Dreux ? Une chose est sûre. Comme partout, ce n'est pas facile. Le plus dur, elles le disent, c'est « d'accéder à la liberté, de trouver du travail et de faire sa propre vie ».

Car il faut combattre de solides préjugés, s'imposer malgré les stéréotypes. Si l'on regarde bien, tout ce qui est mis en place – dispositifs de soutien et d'ac-

compagnement – est pensé au masculin. Et derrière le terme de « jeunes », ne sont inclus que les garçons. Tout est au masculin, aussi bien les problèmes que les solutions : « Construisons des stades pour occuper les jeunes défavorisés qui n'ont aucun moyen d'expression ». Et « elles » ? Que faudrait-il construire pour elles ? Dans les quartiers de Dreux, les filles et les femmes, qui pourtant ne brûlent pas les voitures, souffrent, plus que les garçons. De cette violence à l'extérieur, elles sont les premières victimes... et contraintes de se définir en fonction des quartiers.

Vieille, vierge ou mère

Les « vierges », surtout les jeunes

filles en âge d'être mariées (17-20 ans), font fonction de catalyseur des positions de la communauté d'origine. Du coup, leur statut revendiqué haut et fort, fait oublier les filles « échevelées » ne nouant pas leurs cheveux selon le code traditionnel, qui refusent d'accéder au trône de la mariée.

Les « mères » mariées selon la coutume, autour d'une vingtaine d'années avec un homme de la même origine, jouent au sein du quartier le rôle de « gardienne des traditions » en revendiquant leur statut d'épouses et de mères.

Les « vieilles » (au-delà de 25 ans), sont reléguées malgré elles dans le clan des « barayas » (vieilles filles vierges) ou des « intégrées » aux codes de la France.

En revanche, les filles « aux cheveux libres » font partie de celles qui ont réussi à casser les « chaînes dorées » de la tradition. Ainsi, les espoirs et les désirs de la société française se focalisent sur ces filles « échevelées » et autonomes. Elles deviennent les vecteurs du changement.

Le regard porté sur ces filles et jeunes femmes est, dès lors, tout autre : c'est l'image d'un renouveau, d'une échappée progressive ou brutale de la tradition. Je m'accorde à penser qu'il existe une rupture intrinsèque au monde des femmes issues des immigrations maghrébines, rupture patente depuis cette génération de jeunes filles, avec pour corollaire une émancipation sociale et sexuelle...

Nora Husson

« Elles ne veulent pas être culpabilisées mais accueillies par la République »

Auteure de *Les féministes et le garçon arabe* (2004) et *Des beurettes* (2003), la sociologue Nacira Guenif nous explique ici sa lecture du discours politique et médiatique autour de la figure de la jeune fille des cités. Un discours, qui, sous couvert de républicanisme ou de féminisme, cautionne et renforce les peurs civilisationnelles.

Les Idées en mouvement : Quel regard portez-vous sur la violence (fortement médiatisée depuis quelques années) à l'encontre des filles vivant dans les cités ?

Nacira Guenif : « La fille des cités » intéresse... Tant les médias que les politiques. Mais il ne faut pas s'y tromper et y voir une générosité militante. La fille de migrants est un enjeu, un alibi pour attiser des peurs civilisationnelles.

La violence a toujours été présente. Aujourd'hui, la société se focalise dessus en occultant 50 ans d'Histoire... en en faisant un état de fait consubstantiel de certains hommes, les maghrébins, en faisant croire en son caractère endémique, et en niant sa nature conjoncturelle. Bien sûr, la violence existe, mais pas plus qu'ailleurs. Ses formes sont simplement davantage visibles.

Nous assistons à une véritable action politique à l'encontre des hommes maghrébins, identifiés et désignés comme oppresseurs. Alors que le système d'oppression est aussi diffus que

vaste, il est, dans le discours, personnifié derrière le grand frère, le père, le copain...

Comment les jeunes filles se situent-elles dans la cité ? Comment se construisent-elles ?

Depuis une dizaine d'années, les jeunes filles subissent une injonction paradoxale : celle de la tradition d'origine et celle de la société française. En somme, on leur dit que pour être émancipées et afficher leur appartenance à la République, elles doivent se détacher de leur famille. Cette promesse est un vaste mensonge. Le mythe républicain a failli, surtout depuis les émeutes de 2005. Ce discours civilisateur laisse entendre qu'il suffirait de rompre avec la tradition d'origine pour que « tout » marche, tant sur le plan professionnel que personnel ou social. Mais les individus, quels qu'ils soient, nourrissent de multiples attachements. Pourquoi les filles de migrants feraient-elles exception ?

On leur fait porter un poids qui ne

leur incombe pas, ne serait-ce qu'à travers le vocabulaire. Elles sont « issues » des quartiers, comme si la seule façon d'exister était de s'en extraire. Les médias les exhibent comme des miraculées qui s'en sont « sorties » (sorties de quoi?). Et sans pour autant leur donner la parole...

Mais c'est avant tout de cette double pression que les filles doivent se sortir ! Ce n'est pas chose facile. Le discours médiatique et politique les conduit à entretenir une représentation négative de leur culture d'origine, et plus spécifiquement de leurs parents, allant jusqu'à influencer leur comportement. Elles s'autocensurent, n'osent pas aborder certains sujets avec eux, persuadées qu'ils ne seraient pas à même de « comprendre ».

À quoi aspirent ces jeunes filles ? Comment les aider à se réaliser ?

Attention, sous couvert de lutte pour le droit des femmes, on induit des représentations anthropologiques dangereuses. Certes, des femmes s'impliquent très

sincèrement pour « venir en aide » à ces jeunes filles que l'on victimise en permanence. Mais elles deviennent des alliés objectifs des « antisexistes patriarcaux » dont se composent massivement nos élites politiques. Ces hommes (Blancs hétérosexuels dominants) qui endossent la cause des femmes comme on s'octroie une part de pouvoir. Que disent-ils en filigrane aux jeunes filles ? Ils leur disent comment se comporter pour accéder à la culture française, en laissant entendre : « Voyez comme nous, nous sommes civilisés. »

Les filles de migrants, elles, ne se retrouvent pas dans ce discours. Elles ne cherchent pas à « s'émanciper ». Elles sont préoccupées, par leur quotidien, leurs conditions de vie. Certes, elles veulent pouvoir faire leurs choix... les penser, les déplorer parfois, parce que coûteux. Mais elles veulent opérer leurs propres arbitrages, sans être culpabilisées, et être accueillies par la République avec tous leurs attachements.

Propos recueillis par Diane Dorelon

INITIATIVE

Le sport : outil d'une éducation non-sexiste

Femmes solidaires, association féministe (10 000 adhérents) défend les valeurs fondamentales de laïcité, de mixité, d'égalité pour les droits des femmes, de paix et de liberté. Elle mène de nombreuses actions de terrain, notamment dans les cités. Rencontre avec Sabine Salmon, sa présidente.

Les Idées en mouvement : Quelles sont, selon vous, les principales difficultés que rencontrent les filles dans les cités ?

Sabine Salmon : Nous constatons, depuis 2 ou 3 ans, une dégradation marquée des relations filles/garçons, surtout dans les cités. La violence est installée et les filles s'inscrivent de plus en plus dans un rapport de force. La relation à la sexualité est de plus en plus violente et l'injonction de virginité par exemple n'a jamais été aussi actuelle. Parler d'amour et de sentiment devient très compliqué. Un climat qui pousse les jeunes filles à un comportement souvent extrême, et qui s'observe ne serait-ce qu'à travers leurs tenues vestimentaires. Dès le collège, les filles réagissent à la pression qui leur est

mise de trois façons : soit en se « sur-féminisant » (maquillage, vêtements laissant voir le corps), soit en se masculinisant, soit cachant leur corps en quête d'une forme de protection. Nous assistons à un retour en force des valeurs traditionnelles. Les filles sont de plus en plus nombreuses à se projeter dans des rôles de mères au foyer, et comme si cela « allait de soi ». Leur manque de confiance, d'enthousiasme, d'objectifs, de perspective, l'absence de rêves, le repli sur elles, tout cela nous inquiète.

Comment tendre vers un climat non-sexiste ? Quelles sont les actions de Femmes solidaires en ce sens ?

Cette année, nous travaillons

autour de la thématique de l'éducation non-sexiste à tous les âges de la vie, de la maternelle à l'âge adulte. C'est la meilleure façon d'impacter les mentalités. Nous intervenons entre autres dans les établissements scolaires et les centres de loisirs. Mais parler féminisme de but en blanc aux jeunes n'a que peu de résonance, alors que le sport peut être un excellent outil de promotion d'une éducation non-sexiste. Dans les cités, les filles arrêtent le sport très jeunes, dès la puberté... Et les familles donnent priorité au garçon lorsqu'il s'agit de payer une licence ou une adhésion à un club de sport. Les pouvoirs locaux pensent d'abord les équipements sportifs pour les garçons et ne cherchent que rarement à y promouvoir la mixité. L'idée est d'orga-



niser des débats, de repérer les sportives de haut niveau et d'encourager le recrutement des femmes dans les clubs sportifs afin que les filles aient des modèles d'identification. Le sport est un lieu privilégié pour interroger le corps, la construction de soi, le rapport à l'autre, la mixité, en somme le genre dans sa globalité.

Propos recueillis par D. Do.

S'aimer dans les cités ?

La question des « filles des cités » est souvent posée. Mais la vraie question est la question des relations entre filles et garçons. Et si la mixité, dans les cités comme ailleurs, n'avait pas été pensée ?

Beaucoup de nos associations font état de difficultés croissantes pour intervenir sur l'éducation à la sexualité dans les classes avec filles et garçons réunis. Les filles ont des difficultés à s'exprimer devant les garçons et réciproquement. L'objectif d'une « éducation sexualisée » impliquant tous les moments et toutes les dimensions de la vie est loin d'être atteint¹. La non-application de lois effectivement votées, en particulier celle de 2001 sur l'éducation à la sexualité, aggrave cette situation privant les jeunes d'espaces de paroles.

Ces réalités ont des causes multiples, complexes et la question est plus sociale que culturelle. Ce passé, bien connu et finalement proche de la réponse architecturale et urbanistique – aux mutations industrielles, aux vagues successives migratoires et au besoin croissant de logements – fut catastrophique. Les parcours résidentiels des nouveaux arrivants croisent ceux des classes moyennes sans se rencontrer.

Dans « les cités », le sentiment d'exclusion est aggravé par les crises sociales. Une violence se développe, née de l'échec social en particulier pour les garçons en bute à l'injonction de leur « responsabilité masculine » (financière, réussite...) avec un renforcement des réaffirmations identitaires religieuses.

Ces dernières sont davantage des conséquences que des causes. Toutes les religions monothéistes confortent la domination des hommes



© Flore-Aël Surrun/Tendance Floue

sur les femmes. Notre société via la pub, le porno... en rajoute. Le résultat se traduit par une cristallisation des rapports sociaux de sexe et le renforcement d'une attitude de dévalorisation des filles, par des propos, des attitudes, des actes tout en réassignant les garçons à un rôle difficile à tenir. Dans un tel cadre, comment s'aimer soi pour aimer l'autre ?

Des logiques de confrontation et de frustration

Les cités posent la question de façon frontale et médiatisée. Mais ce n'est que la face émergée de l'iceberg. Les logiques de confrontation, les frustrations, l'agressivité, les violences se retrouvent partout, dans tous les territoires. Entre le primaire, déjà touché, et le lycée, où un « écrémage » de fait a été fait, le collège est le lieu de toutes ces tensions à un moment où les jeunes construisent leur identité.

La mixité dans le cadre scolaire fut une incontestable avancée mais n'a pas été réellement pensée ni vraiment fait l'objet d'actions spécifiques. L'éducation populaire n'a pas accompagné cette mutation d'une analyse et

d'une réflexion qui font défaut aujourd'hui.

Le Planning Familial comme mouvement d'éducation populaire et féministe se mobilise mais est peu soutenu. Ensemble, exigeons l'application de la loi sur l'éducation à la sexualité, ainsi qu'une réelle prise en compte des analyses de genre dans nos actions d'adultes éducateurs.

Sur le terrain, cela marche ! Ainsi, à Marseille le Planning Familial a développé le programme de développement affectif et social (Prodas). D'origine canadienne, ce programme s'adresse aussi bien aux enfants qu'aux adolescents et aux adultes. Il permet la mise en mots de la dimension affective des relations quotidiennes. Chacun-e, jeune ou adulte, devient acteur, actrice de sa propre éducation et réinterroge la place que Chacun-e assigne à l'autre sexe et les représentations associées. Cette dimension, trop souvent négligée, est essentielle, et elle est de notre responsabilité.

Marie-Pierre Martinet
Secrétaire générale du Planning Familial

1. Les Idées en mouvement : « De l'éducation à la sexualité... à l'éducation sexualisée », novembre 2010.

OUTILS ET BIBLIO

Les filles de banlieue populaire - Footballeuses et garçons de cité : mauvais genre ou nouveau genre ?

Du terrain du stade au terrain de la « cité », cette enquête sociologique nous fait découvrir l'expérience « hors norme » de jeunes filles pratiquant le football au cœur du grand ensemble des Bosquets (Seine-Saint-Denis). Comment et pourquoi les filles de banlieue populaire adoptent de plus en plus des modes de faire, d'être et de paraître codés comme masculins ? Quels sont les modèles de genre existant aujourd'hui chez les filles de « cité » et les stratégies



féminines d'adaptation et d'émancipation face aux contraintes locales de genre ? Autant de questions auxquelles cet ouvrage entend répondre.

Audrey Robin, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 2007, 254 p., 24 euros.

La place des jeunes dans la cité :

tome 2, Espaces de rue, espaces de parole
Ce recueil d'articles s'intéresse

principalement au point de vue des jeunes issus des milieux populaires et aux stratégies qu'ils développent pour faire face à leurs « difficultés ».



Il explore la vie dans les cités d'habitat social, le quotidien des dispositifs socio-éducatifs. Une analyse des « cultures de la rue » et de leur évolution depuis une trentaine d'années.

Elisabeth Callu, Jean-Pierre Jurmand, Alain Vulbeau, Logiques sociales, Coll. Cahiers du Griot, 2005, 324 p., 28,50 euros.

Adéquations

Cette association a, parmi ses objectifs, l'information et l'action autour de l'égalité des femmes et des hommes. Elle propose des ressources sur l'approche « genre ».



Son site référence les principaux outils pour une éducation non sexiste :

www.adequations.org

À noter : les 8 et 9 mars, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, Adéquations organise à la mairie du XVIII^e arrondissement de Paris un forum de littérature de jeunesse non sexiste.

Les P'tits égaux

C'est un Répertoire d'activités qui vise à la promotion de conduites non sexistes entre filles et garçons de maternelle et de primaire.

www.lesptitsegau.org

